



Assemblée générale

Distr. générale
20 mars 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Points 115 i) et j) de l'ordre du jour

**Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres nominations : nomination des juges
du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies;
nomination des juges du Tribunal d'appel des Nations Unies**

Rapport du Conseil de justice interne

Additif

I. Introduction

1. Le présent rapport constitue un additif au rapport du Conseil de justice interne (A/66/664), dans lequel le Conseil a recommandé des candidats pour pourvoir trois postes de juge au Tribunal d'appel des Nations Unies et trois postes de juge au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (1 poste à temps plein, 1 poste à mi-temps et 1 poste de juge *ad litem*).
2. Au paragraphe 12 dudit rapport, le Conseil a estimé qu'il pourrait s'avérer nécessaire de rechercher à l'intention de l'Assemblée générale des candidats supplémentaires aux postes vacants du Tribunal du contentieux administratif en fonction des résultats des élections au Tribunal d'appel, qui se sont déroulées le 23 février 2012.
3. Consécutivement aux élections au Tribunal d'appel et au retrait d'un candidat au Tribunal du contentieux administratif, il n'y a désormais plus qu'un candidat recommandé pour le poste de juge à temps plein et il n'y en a aucun pour le poste de juge *ad litem*. En conséquence, le Conseil entend recommander à l'Assemblée générale des candidats supplémentaires à ces postes, comme on le verra ci-après.

II. Contexte

4. Dans son rapport, le Conseil a recommandé 6 candidats pour les trois sièges de juge du Tribunal d'appel, 2 candidats pour chacun des postes à temps plein et à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif, et 3 candidats pour le poste de juge *ad litem* à New York. La juge Rosalyn M. Chapman a été recommandée pour les postes de juge au Tribunal d'appel et de juge à temps plein et *ad litem* au Tribunal



du contentieux administratif. Le juge Richard Lussick a été recommandé pour les postes de juge au Tribunal d'appel et de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif. Le juge Vagn Prusse Joensen a été recommandé aux postes de juge au Tribunal d'appel et de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif.

5. Les élections au Tribunal d'appel ont eu lieu le 23 février 2012. L'Assemblée générale a élu les juges Chapman, Jean Courtial et Lussick au Tribunal d'appel. Le 18 février 2012, le juge Joensen a informé le Conseil qu'il souhaitait retirer sa candidature au poste de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif.

6. Consécutivement aux élections au Tribunal d'appel et au retrait de la candidature du juge Joensen au poste de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif, les juges Chapman, Lussick et Joensen ne sont plus disponibles pour pourvoir les sièges vacants au Tribunal du contentieux administratif. En conséquence, la juge Memooda Ebrahim-Carstens est la seule candidate restante pour pourvoir le poste de juge à temps plein et il n'y a plus de candidat au poste de juge *ad litem*.

7. Au paragraphe 12 du rapport (A/66/664), le Conseil a relevé que tous les candidats au poste de juge *ad litem* avaient également posé leur candidature aux postes de juge permanent, et que s'il s'avérait nécessaire de rechercher des candidats supplémentaires à l'intention de l'Assemblée générale car tous ceux qui avaient sollicité le poste de juge *ad litem* étaient nommés juges permanents, le Conseil s'en chargerait dans les plus brefs délais. En conséquence, le Conseil souhaite maintenant recommander à l'Assemblée générale un candidat supplémentaire au poste de juge à temps plein et deux candidats au poste de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif, à New York. Les profils des candidats supplémentaires sont décrits dans la section III ci-après.

8. Les candidatures supplémentaires aux sièges vacants du Tribunal du contentieux administratif ont été examinées dans le cadre de la même procédure de sélection que celle qui est décrite aux paragraphes 7 à 13 du rapport, et le Conseil confirme que les observations qu'il a faites au sujet des candidats recommandés aux paragraphes 9 et 13 s'appliquent aux candidats qu'il a recommandés dans le présent additif.

9. Le Conseil réitère qu'il considère qu'en décidant, dans sa résolution 66/237, de proroger d'une année le mandat des trois juges *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif, l'Assemblée générale a ainsi voulu que les titulaires poursuivent leur mandat sans interruption et sans qu'il faille procéder à une nouvelle nomination. En conséquence, la durée du mandat des deux titulaires – soit le juge Jean-François Cousin (France), basé à Genève, et la juge Nkemdilim Amelia Izuako (Nigéria), basée à Nairobi – sont prorogés jusqu'au 31 décembre 2012. Toutefois, comme le Tribunal du contentieux administratif de New York est privé de juge *ad litem* depuis le 1^{er} juillet 2011, le Conseil estime que le mandat d'une année du juge *ad litem* de New York devra débiter à la date d'entrée en fonctions du juge, à moins que l'Assemblée ne décide d'en fixer une autre.

10. Si, à l'issue des élections, une nouvelle recommandation est nécessaire pour le poste de juge *ad litem* à Genève, le Conseil émettra une telle recommandation.

III. Profils des candidats recommandés pour le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

11. Les candidats recommandés sont présentés par tribunal et par poste vacant, puis par ordre alphabétique de leur patronyme.

Vacance de poste à temps plein, New York

Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana), née en 1954

12. Pour le profil de l'intéressée, voir par. 22 du document A/66/664.

Danielle Grenier (Canada), née en 1943

13. Danielle Grenier est actuellement juge à la Cour supérieure du Québec, poste qu'elle occupe depuis juin 1989. Entre 1985 et 1989, elle a travaillé dans un cabinet privé comme avocate spécialiste du droit administratif et du droit du travail, après avoir exercé, entre 1982 et 1985 au Département de la justice du Québec, la profession d'avocate spécialiste du droit administratif et constitutionnel et des libertés civiles. Entre 1980 et 1981, la juge Grenier avait exercé à la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec comme avocate spécialiste du droit administratif, et entre 1976 et 1977, elle avait travaillé comme avocate dans un cabinet privé. Elle a également tenu des consultations sur des questions de fiscalité pour le compte de l'United States Agency for International Development et de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Côte d'Ivoire, et a également occupé plusieurs postes dans l'enseignement de disciplines de droit administratif, notamment à l'Université de Montréal (de 1981 à 1985), à l'École du Barreau du Québec (de 1981 à 1987) et à l'Université du Québec (de 1979 à 1981). Elle a obtenu en 1975 une licence de droit civil et en 1984 une maîtrise de droit de l'Université de Montréal. Elle a été admise au barreau du Québec en 1976. Elle parle couramment le français et l'anglais.

Postes à mi-temps, par roulement entre New York, Genève et Nairobi, selon les besoins

Jean-François Cousin (France), né en 1944

14. Pour le profil de l'intéressé, voir par. 23 du document A/66/664.

Goolam Hoosen Kader Meeran (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), né en 1943

15. Pour le profil de l'intéressé, voir par. 24 du document A/66/664.

Poste de juge *ad litem* à New York

Alessandra Greceanu (Roumanie), née en 1967

16. Pour le profil de l'intéressée, voir par. 19 du document A/66/664.

Danielle Grenier (Canada), née en 1943

17. Pour le profil de l'intéressée, voir par. 13 ci-dessus.

(Signé) Kate **O'Regan**

(Signé) Sinha **Basnayake**

(Signé) Jenny **Clift**

(Signé) Frank **Eppert**

(Signé) Geoffrey **Robertson**

Annexe I

Curriculum vitæ

Danielle Grenier (Canada)

Date de naissance : 12 octobre 1943

Fonctions actuelles

Juge à la Cour supérieure du Québec (depuis juin 1989)

Études

1984 : Maîtrise de droit, Université de Montréal

1976 : École du Barreau du Québec

1975 : Licence de droit civil, spécialité : droit administratif, Université de Montréal

1971 : Maîtrise en communications (cinéma, radio et télévision), Pennsylvania State University

1969 : Licence en sociologie, Université Laval

Expérience professionnelle

Depuis 1989 : Juge à la Cour supérieure du Québec

1985-1989 : Avocate au cabinet Stikeman Elliott (contentieux; droit administratif et droit du travail)

1982-1985 : Avocate au Département de la justice du Québec (groupe du contentieux au civil et au pénal) : pratique du contentieux en droit administratif et constitutionnel et libertés civiles

1980-1981 : Avocate, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec : pratique du contentieux en droit administratif

1978-1979 : Consultante, ambassade des États-Unis à Abidjan, étude sur l'imposition indirecte et le droit du travail en Côte d'Ivoire; consultante, United States Agency of International Development à Ouagadougou, étude sur les privilèges et immunités diplomatiques en matière douanière; traductrice assermentée pour diverses entreprises des États-Unis

1976-1977 : Avocate chez Byers, Casgrain, McNally, Dingle, Benn & Lefebvre (de novembre 1976 à décembre 1977) et stagiaire (de mai à novembre 1976)

Enseignement

1985-1987 : Professeur (exercice de la profession d'avocat), École du barreau du Québec, Université de Sherbrooke

- 1981-1985 : Professeur (profession d'avocat et droit administratif), Université de Montréal (faculté de droit); professeur (droit des contrats et droit administratif), École du barreau du Québec
- 1979-1981 : Professeur (droit des contrats, droit administratif et libertés civiles), Université du Québec (faculté de droit)
- Octobre 1979-avril 1980 : Productrice d'émissions de télévision sur les droits de l'homme, Université du Québec (chaîne de télévision éducative)
- 1979-1981 : Présidente du Comité de l'enseignement professionnel des juges de la Cour supérieure
- 1979-1981 : Professeur (rédaction des jugements), Institut canadien d'administration de la justice; Présidente du Comité de la formation de juges chinois de l'Institut canadien d'administration de la justice, Programme de coopération internationale sino-canadienne (sous l'égide de l'Université McGill et de l'Université de Montréal), Institut canadien d'administration de la justice
- 1979-1981 : Professeur (rédaction des jugements), Institut national de la magistrature; membre du comité chargé d'élaborer le programme d'éducation sur le contexte social pour les juges de la Cour supérieure du Québec

Autres activités et postes

- 2008-2011 : Membre du Conseil d'administration d'Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
- Depuis 1989 : Membre du Conseil d'administration de la Commission internationale de juristes
- 1998 : Membre du Comité d'organisation d'une conférence internationale intitulée « A new vision for a non-violent world: justice for each child », Association internationale des femmes juges (mai 1998)
- 1998 : Membre du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'administration de la justice
- Depuis 1996 : Membre du Forum des juges canadiens
- 1984-1989 : Présidente de la sous-section du droit administratif à la Division Québec de l'Association du Barreau canadien
- 1976-1977 : Conseil juridique dans des foyers pour femmes battues (à titre bénévole)

Langues

Anglais et français